

Accusé de réception en préfecture :	006-220600019-20240424-lmc136932-AR-1-1
Date de télétransmission :	25 avril 2024
Date de réception :	25 avril 2024
Date d'affichage :	
Date de publication :	26 avril 2024



D É P A R T E M E N T D E S A L P E S - M A R I T I M E S

ARRÊTÉ N° DE/2024/0283

Concernant le versement de l'aide au transport pour les élèves et étudiants en situation de handicap réglé aux parents ou aux intéressés majeurs qui demandent à un tiers professionnel de leur choix d'effectuer le transport au titre de l'année scolaire 2023-2024

*Le Président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,*

Vu le code général des collectivités territoriales dans ses 1^{ère} et 3^{ème} parties ;

Vu le code des transports et notamment les articles R 3111-24 à R 3111-27 ;

Vu la délibération de la commission permanente le 26 juin 2020 adoptant le règlement départemental du transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap permettant de fixer les modalités d'organisation et de financement de ce transport dans le Département des Alpes-Maritimes ;

Considérant que ce règlement permet d'attribuer, sous certaines conditions, aux familles ou aux intéressés majeurs, une bourse de transport pour l'année scolaire dans la limite du montant arrêté par le Président du Conseil Départemental lorsque le transport scolaire est assuré par un tiers ;

Vu la délibération adoptée le 16 avril 2021 par la commission permanente modifiant le règlement départemental du transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap permettant de fixer les modalités d'organisation et de financement du transport dans le Département des Alpes-Maritimes ;

Vu l'arrêté N° DE/2023/1002 du 02 novembre 2023 concernant l'attribution de l'aide au transport pour les familles d'élèves en situation de handicap réglée aux parents qui demandent à un tiers professionnel de leur choix d'effectuer le transport de leur enfant pour un montant prévisionnel maximum de 416 983,60 € pour 13 bénéficiaires au titre de l'année scolaire 2023-2024 ;

Considérant la notification de prise en charge de transport du 3 avril 2024 au bénéfice d'une famille supplémentaire pour un montant prévisionnel de 15 060,00 € au titre de l'année scolaire 2023-2024 ;

Considérant l'actualisation du nombre de jours de déplacements au titre de l'année scolaire 2023-2024 pour deux élèves engendrant une dépense supplémentaire de 32 715,20 € ;

Considérant la modification du chapitre d'imputation de la dépense ;

Sur la proposition de Madame la Directrice de l'Enfance,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté N° DE/2023/1002 du 02 novembre 2023 est rapporté et révisé concernant le nombre de bénéficiaires, la dépense autorisée et son chapitre d'imputation ;

ARTICLE 2 : Le montant prévisionnel maximum des allocations pour l'année scolaire 2023-2024, calculées sur la base du nombre théorique de jours de scolarité et attribuées à 14 bénéficiaires, est arrêté à **464 758,80 €** ;

ARTICLE 3 : Le remboursement mensuel desdites allocations sera fait sur production des justificatifs de présence scolaire des élèves concernés et des dépenses réellement acquittées ;

ARTICLE 4 : Le prélèvement des crédits nécessaires s'effectuera sur les disponibilités du chapitre 934, programme « Accompagnement social », politique Aide aux personnes handicapées, du budget départemental ;

ARTICLE 5 : En application des dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa publication, soit par envoi postal (18 avenue des fleurs, CS 61039, 06050 NICE cedex 1), soit par voie électronique (<https://citoyens.telerecours.fr>) ;

ARTICLE 6 : Le Président du conseil départemental des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera, conformément à l'article R. 3131-2 du CGCT, publié sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département dans son intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et à en effectuer le téléchargement ;

ARTICLE 7 : Le présent arrêté entre en vigueur à compter de la date de publication.

Nice, le 24 avril 2024

Pour le Président et par délégation,
Directeur général adjoint pour le développement
des solidarités humaines

Christine TEIXEIRA